

## Les systèmes régionaux anciens

Samir AMIN

Le monde moderne a produit une image de l'histoire universelle selon laquelle le capitalisme (européen) aurait été le premier système social qui ait unifié le monde. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette opinion commune simplifie outrageusement la réalité. Elle constitue à mon avis un produit typique de l'eurocentrisme dominant. En réalité, les sociétés antérieures au XVI<sup>e</sup> siècle n'étaient nullement isolées les unes des autres mais en concurrence au sein de systèmes régionaux (et peut-être même d'un système mondial). Sous estimer ce fait, c'est se condamner à ne pas comprendre la dynamique même du changement au sein de ces sociétés. Simultanément, je maintiens que le capitalisme représente une coupure qualitative dans l'histoire mondiale, amorcée vers 1500. Aussi j'insiste sur la distinction qu'il faut faire entre la structure intégrée du système capitaliste mondial et les éléments proto-capitalistes que l'on retrouve dans les sociétés antérieures, parfois depuis des temps très anciens. J'insiste également, pour cette même raison, sur la spécificité du contraste centres/périphéries propre au capitalisme mondial, différent qualitativement des formes antérieures de polarisation.

### I. La spécificité du contraste capitaliste / formes sociales antérieures

C'est ici que se situe, à mon avis, l'apport théorique décisif du concept (de Marx) de mode de production capitaliste, dont la dilution éventuelle (à la mode aujourd'hui bien sûr) n'aide pas à clarifier les problèmes. Le M.P.C. implique la propriété privée de moyens de production qui sont eux-mêmes le produit du travail (machines), ce qui suppose à son tour un niveau de développement des forces productives supérieur (par rapport à l'artisanat et à son outillage) et, sur cette base, la division de la société en deux classes fondamentales, ce qui suppose que le travail social revête la forme de travail salarié libre. Le marché capitaliste généralisé constitue alors le cadre dans lequel opèrent les lois de l'économie (la « concurrence ») devenues des forces qui agissent indépendamment des volontés subjectives : l'aliénation économiciste et la dominance de l'économicisme en sont l'expression.

Aucune société antérieure aux temps modernes n'était fondée sur ces principes. Par contre, toutes les sociétés évoluées antérieures au XVI<sup>e</sup> siècle étaient d'une nature identique. En les qualifiant de tributaires, je souligne ce fait qualitatif essentiel, à savoir que le surplus est directement ponctionné sur la paysannerie par des moyens transparents associés à l'organisation de la hiérarchie du pouvoir (le pouvoir est source de richesse, alors que dans le capitalisme c'est l'inverse qui constitue la règle). La reproduction du système exige alors la dominance idéologique – religion d'Etat qui opacifie l'organisation du pouvoir et la légitimise (par opposition à l'idéologie économiciste du capitalisme qui opacifie l'exploitation économique et la légitimise par ce moyen, en contrepartie de la transparence relative des rapports politiques, elle-même condition de l'émergence de la démocratie moderne).

Ayant pris position sur quelques-uns des débats du matérialisme historique, je crois utile d'en rappeler ici mes conclusions essentielles, ne serait-ce que parce que celles-ci commandent mes suggestions concernant la question de la nature du (ou des) systèmes pré-modernes.

J'ai refusé la version dite marxiste des « cinq stades », c'est-à-dire plus précisément refusé (i) de considérer l'esclavage comme une étape nécessaire par laquelle seraient passées toutes les sociétés qui sont allées au-delà ; (ii) de considérer le féodalisme comme l'étape nécessaire qui succède à

l'esclavage. J'ai refusé également la version dite marxiste des « deux voies », c'est-à-dire plus précisément refusé de considérer que seule la voie « européenne » (esclavage-féodalité) ouvrait la perspective de l'invention du capitalisme, tandis que la voie « asiatique » (le prétendu mode de production asiatique) aurait constitué une impasse, incapable d'évoluer par elle-même. J'ai qualifié ces deux interprétations du matérialisme historique de produits de l'eurocentrisme. Je renvoie donc, pour ce qui est de mes propositions alternatives à *Classe et Nation*.

J'ai donc suggéré la succession nécessaire de deux « familles de modes de production » : la famille communautaire et la famille tributaire. Cette proposition procède de la mise en relief de deux ruptures qualitatives dans une évolution générale : (i) dernière en date : la rupture qualitative dominante de l'instance politico-idéologique (Etat plus idéologie métaphysique) dans l'étape tributaire/dominance de l'instance économique (marché généralisé et idéologie économiste) dans l'étape capitaliste. (ii) antérieurement la rupture qualitative absence d'Etat et idéologie de la parenté dans l'étape communautaire/cristallisation du pouvoir social dans la forme étatique-idéologique-métaphysique dans l'étape tributaire. Cette proposition impliquait entre autre, le repérage des formes diverses de chacune des deux étapes et, plus particulièrement, la définition des formes « centrales/périphériques » de l'étape tributaire qualifiant précisément le féodalisme de forme tributaire périphérique.

Pour certains, les formes que j'appelle « tributaires » ne constitueraient pas « un » mode de production, au sens de ce que, selon eux, le concept de mode de production implique dans le marxisme. Je ne reviens pas sur ce débat (de marxologie). Si cela « gêne » je suis prêt à troquer le terme de « mode de production tributaire » contre le terme, plus large, de « société tributaire ».

Bien entendu, mes propositions restent dans un cadre dominé par la recherche de « lois générales ». Entre autre, sur la base des conceptualisations que je suggère, pour les mêmes raisons, leur « transition » vers le capitalisme, marquée par le développement des éléments « protocapitalistes ». Mais bien entendu, il existe un courant – qui a le vent en poupe à notre époque – qui refuse toute recherche de lois générales et s'attèle à mettre en relief, au contraire, la spécificité « irréductible » des différents parcours évolutifs. Je tiens cette orientation épistémologique pour un produit de l'eurocentrisme, préoccupé avant tout de légitimer la « supériorité » de l'Occident.

## **II. La spécificité de la mondialisation capitaliste**

J'entends par mondialisation capitaliste que les évolutions qui commandent le système pris dans sa globalité déterminent le cadre dans lequel opèrent les « ajustements » locaux. Autrement dit, ce point de vue systémique relativise la distinction « facteurs externes/facteurs internes », puisque tous les facteurs sont internes à l'échelle du système mondial. Est-il nécessaire de préciser que ce point de vue méthodologique nous sépare des courants dominants (bourgeois et même marxistes) selon lesquels les facteurs internes seraient décisifs au sens que les spécificités de chaque formation nationale (« développée » ou « sous-développée ») tiendraient principalement de ces facteurs « internes », disons « favorables » ou « défavorables » par exemple au développement capitaliste ?

Mon analyse est, par ailleurs, fondée sur la distinction qualitative – que je crois décisive – entre les sociétés du capitalisme, dominées par l'économique (la loi de la valeur) et les sociétés antérieures, dominées par le politico-idéologique.

Il existe une différence fondamentale entre le système mondial (capitaliste) contemporain et tous les systèmes précédents (régionaux et tributaires), qui appelle un commentaire concernant la loi de la valeur qui commande le capitalisme. J'ai exprimé mon point de vue dans les termes de ce que j'ai

appelé « la loi de la valeur mondialisée ». D'une manière générale la loi de la valeur suppose un marché intégré des produits du travail social (qui deviennent alors des marchandises), du capital et du travail. Elle entraîne alors une tendance à l'uniformisation dans l'espace où elle opère, des prix identiques des marchandises et des rémunérations du capital et du travail (sous la forme salariale ou sous celle de la rémunération du petit producteur marchand). Cette approximation correspond bien à la réalité empirique dans les formations capitalistes centrales. Mais à l'échelle du système capitaliste mondial la loi de la valeur mondialisée opère sur la base d'un marché tronqué qui intègre bien le commerce des produits et les mouvements du capital mais en exclut la force de travail. La loi de la valeur mondialisée tend alors à uniformiser les prix des marchandises mais non les rémunérations du travail dont l'éventail de la distribution mondiale est infiniment plus ouvert que celui de la distribution des productivités.

La puissance polarisante qui s'exprime à travers la loi de la valeur mondialisée est sans commune mesure qualitativement, quantitativement et par l'espace sur laquelle elle opère (la planète entière) avec les tendances limitées à la polarisation au sein des systèmes tributaires (régionaux) antérieurs.

Dans ce cadre, la coupure qualitative que représente le capitalisme conserve sa validité entière ; elle se manifeste par un renversement fondamental : la dominance de l'économique se substitue à celle du politico-idéologique. C'est pourquoi le système capitaliste mondial est différent qualitativement de tous les systèmes antérieurs qui sont forcément régionaux, quelle qu'ait été la densité des rapports qu'ils aient pu entretenir les uns avec les autres. Tant que ce renversement n'est pas opéré on ne peut parler que d'éléments proto-capitalistes, quand ils existent, soumis à la logique tribulaire dominante. C'est pourquoi je ne suis pas convaincu de l'utilité d'une vision théorique qui, supprimant cette coupure qualitative, confond dans le même continuum dont l'origine se perdrait dans le passé le plus lointain de l'histoire d'un « système mondial » prétendument éternel.

On ne peut donc sous-estimer l'importance de la coupure qualitative du capitalisme. Mais alors, en la reconnaissant, on dévoile sa portée historiquement limitée, comme on la dépouille de l'habillement sacré dont l'idéologie bourgeoise l'a vêtu. On ne peut plus écrire ces équations simples et rassurantes, comme capitalisme (aujourd'hui « marché ») = liberté et démocratie, etc. Pour ma part, avec Karl Polanyi, je donne à la théorie marxiste de l'aliénation économiste une place centrale. Avec Polanyi donc j'en conclus que le capitalisme est de ce fait, par nature, non pas synonyme de liberté, mais d'oppression. On restitue à l'idéal socialiste, qui est de libérer de l'aliénation, toute la portée dont on voudrait le vider.

La critique de l'eurocentrisme n'implique en rien le refus de reconnaître la coupure qualitative que représente le capitalisme et – le mot lui aussi n'est plus à la mode – le progrès (bien que relatif et historiquement limité) qu'il inaugure. Il n'implique pas non plus un « acte de contrition » par lequel les Occidentaux renonceraient à qualifier cette invention d'européenne. Se situant ailleurs, cette critique est centrée sur les contradictions que l'ère capitaliste ouvre : ce système conquiert le monde, mais il ne l'homogénéise pas ; au contraire, il y opère la plus phénoménale polarisation qui puisse être. De ce fait, il ne peut pas être dépassé si l'on renonce à l'exigence d'universalisme qu'il inaugure. Et pour résumer ici en une phrase la critique que j'ai proposée dans *l'Eurocentrisme*, je dirai : à l'universalisme tronqué de l'économisme capitaliste, forcément eurocentrique, il faut substituer la perspective de l'universalisme authentique d'un socialisme nécessaire et possible. Autrement dit, la critique de l'eurocentrisme ne peut pas être passéiste, faire « l'éloge de la différence » comme on dit.

### **III. La transition mercantiliste en Europe 1500-1800**

Le système mondial n'est pas la forme relativement récente du capitalisme, remontant seulement au troisième tiers du XIXe siècle lorsque se constituent « l'impérialisme » (au sens que Lénine a donné à ce terme) et le partage colonial du monde qui lui est associé. Au contraire, nous disons que cette dimension mondiale trouve son expression d'emblée dès l'origine et demeure une constante du système à travers les étapes successives de son développement. En admettant que les éléments essentiels du capitalisme se cristallisent en Europe à partir de la Renaissance, la date de 1492 – amorce de la conquête de l'Amérique – serait la date de naissance simultanée du capitalisme et du système capitaliste mondial, les deux phénomènes étant inséparables.

Quelle est donc la nature de la « transition » 1500-1800 ? Diverses qualifications ont été proposées, fondées sur les normes politiques dominantes de l'époque (« l'ancien Régime » ou « le temps des monarchies absolues ») ou sur la nature de son économie (le mercantilisme. Car certes, confrontée aux critères définissant le mode de production capitaliste, les sociétés mercantilistes de l'Europe atlantique et ses prolongements vers le centre et l'est du continent posent problème. Ce que l'on repère ici c'est seulement la réunion d'un certain nombre d'éléments préalables à la cristallisation du M.P.C., principalement : (i) l'extension marquée du champ des échanges marchands qui s'emparent d'une bonne part de la production agricole ; (ii) l'affirmation de formes modernes de la propriété privée et le respect de ces formes par la loi ; (iii) l'extension marquée du travail salarié libre (dans l'agriculture et l'artisanat). Cependant, du fait que le développement des forces productives n'a pas encore imposé « l'usine » comme forme principale de la production, l'économie est plus mercantile (dominée par le « commerce », « l'échange ») que capitaliste.

Il s'agit donc presque d'évidence, de formes de la transition. Je ferai deux observations supplémentaires à cette conclusion :

Première observation : les formes en question – que certains ont qualifiées de proto-capitalistes (pourquoi pas) – ne sont pas nées miraculeusement et brutalement à partir de 1492. On les retrouve dans les siècles antérieurs. On les trouve dans la région, sur le pourtour méditerranéen, depuis fort longtemps, notamment dans les villes italiennes et de l'autre côté de la mer, dans le monde arabo-musulman. On les trouve également dans d'autres régions et depuis fort longtemps : en Inde, en Chine, etc. Alors pourquoi faire commencer la transition au capitalisme en 1492 et pas en 1350, ou en 900, ou plus en arrière ? Pourquoi ne parler de transition au capitalisme que pour l'Europe et ne pas qualifier les autres sociétés (arabo-islamique, chinoise etc.) où se retrouvent ces éléments de proto-capitalisme, de sociétés également en transition vers le capitalisme ? Pourquoi ne pas abandonner l'idée de transition vers le capitalisme ? Pourquoi ne pas abandonner l'idée de transition vers le capitalisme ? Pourquoi ne pas abandonner l'idée de transition dans ces conditions pour lui substituer celle d'une évolution continue d'un système existant depuis fort longtemps et où les éléments de proto-capitalisme sont également présents depuis des temps très anciens ? Ma seconde observation, qui suit, explique, en partie mon refus de suivre les suggestions exprimées ci-dessus.

Seconde observation : la colonisation de l'Amérique accélère d'une manière exceptionnelle l'expansion des éléments proto-capitalistes signalés. Au point que le système social des trois siècles en question soit dominé par ces éléments. Jusqu'alors, et ailleurs, il n'en est pas ainsi ; à l'inverse, les segments proto-capitalistes de la société restent enserrés dans un monde dominé par les rapports sociaux tributaires (féodaux en Europe médiévale).

Dans la région (Méditerranée-Europe) le réseau dense des villes italiennes ne constitue-t-il pas un « système proto-capitaliste » ? Sans aucun doute les formes proto-capitalistes sont ici, au niveau de

l'organisation sociale et politique de ces villes, dominantes. Mais peut-on séparer les villes italiennes (et même d'autres, en Allemagne du Sud, les villes de la Hanse, etc.) de l'ensemble de la chrétienté médiévale ? Or cet ensemble reste, lui, dominé par la vie rurale féodale, avec ses prolongements au plan politique et idéologique : le droit coutumier, l'émiettement des pouvoirs, le monopole culturel de l'Eglise, etc.

Dans cet esprit, il me paraît essentiel de donner toute sa place à l'évolution du système politique de l'Europe « proto-capitaliste » du XVI au XVIIIe siècle. L'évolution qui conduit de l'émiettement féodal du pouvoir médiéval à la centralisation de la monarchie absolue se produit ici précisément concomitamment à l'accélération des développements proto-capitalistes. Cette spécificité européenne est remarquable puisqu'ailleurs – en Chine ou dans le monde arabo-islamique par exemple – nous n'avons pas connu l'équivalent de l'émiettement féodal : l'Etat (centralisé) est antérieur au proto-capitalisme. J'ai attribué cette spécificité européenne au caractère « périphérique » de la société féodale – produit d'une greffe de la formation tribulaire méditerranéenne sur un corps encore largement attardé au stade communautaire (l'Europe des Barbares).

Or la cristallisation – tardive – de l'Etat, sous la forme de la monarchie absolue, impliquait, dès le départ, des rapports de celui-ci avec les différentes composantes de la société différents de ceux qui gèrent les rapports de l'Etat tribulaire central avec celles-ci. L'Etat tribulaire central se confond avec la classe dominante tribulaire, qui n'a pas d'existence en dehors de lui. L'Etat de la monarchie absolue se construit, au contraire, sur les décombres du pouvoir de la classe tribulaire de la modalité périphérique et, pour se faire, s'appuie fortement sur les éléments proto-capitalistes de la ville (la bourgeoisie naissante) et de la campagne (la paysannerie engagée dans une évolution marchande). L'absolutisme résulte de cet équilibre entre les forces proto-capitalistes nouvelles en essor et les vestiges de l'exploitation féodale.

L'écho de cette spécificité se retrouve au niveau du contenu idéologique qui accompagne la formation de l'Etat de l'Ancien Régime, de la Renaissance aux Lumières du XVIIIe siècle. J'insiste sur la spécificité – et avancée à mon avis – de cette idéologie qui rompt avec l'idéologie tribulaire. Cette dernière fonde la dominance de l'instance politique sur la base économique sur la prédominance de la vision métaphysique du monde. Je précise, pour éviter tout malentendu, que la métaphysique n'est pas synonyme « d'irrationalité » (comme les courants radicaux des Lumières l'on dépeinte), mais cherche à concilier Raison et Foi (Cf. mes développements sur ce thème dans *L'Eurocentrisme*). La révolution idéologique de la Renaissance aux Lumières ne supprime pas la métaphysique (le besoin métaphysique), mais elle libère les sciences de leur soumission à celle-ci, ouvrant par là même la voie à la constitution d'un champ scientifique nouveau, celui des sciences de la société. En même temps bien entendu, la concomitance (qui n'est pas de hasard) entre les pratiques de l'Etat nouveau (de l'Ancien Régime) et ces développements dans le champ de l'idéologie stimule l'expansion proto-capitaliste. Ainsi va-t-on voir les sociétés européennes s'acheminer rapidement vers la « révolution bourgeoise » (1688 en Angleterre, 1776 en Nouvelle Angleterre, 1789 en France) et remettre en question le système absolutiste qui a servi de piédestal aux avancées proto-capitalistes pour inaugurer les concepts nouveaux de la légitimation du pouvoir par la démocratie (fut-elle censitaire). J'insiste aussi sur la dimension « prise de conscience » de cette spécificité par les Européens eux-mêmes. Avant la Renaissance, les Européens (de la chrétienté médiévale) se savent « non supérieurs » (en puissance potentielle) aux sociétés avancées de l'Orient, même s'ils croient leur religion « supérieure » (ce que les autres leur rendent bien !). A partir de la Renaissance, ils savent qu'ils ont acquis une supériorité (potentielle au moins) sur toutes les autres sociétés et pourront désormais conquérir à leur profit la planète entière (ce qu'ils firent).

#### IV. Les systèmes arabo-islamique et méditerranéen antérieurs

Chacun sait que la région arabo-islamique du monde méditerranéen et moyen-oriental a connu des siècles de civilisation brillante, avant même l'explosion des villes italiennes.

Ce monde arabo-islamique constitue-t-il un système proto-capitaliste ? Les formes proto-capitalistes y sont présentes et, à certaines époques et dans certaines régions, animent une civilisation brillante. Les réflexions que j'ai avancées dans ce domaine (Cf. *La Nation Arabe, L'Eurocentrisme*), rejoignent celles offertes par Fawzy Mansour (*L'impasse du monde arabe*) comme, par certains aspects, les travaux du regretté Ahmad Sadek Saad. Au-delà de divergences possibles – ou de nuances – nous sommes de l'avis commun que le système politique arabo-islamique n'est pas dominé par les forces proto-capitalistes (mercantilistes) mais qu'à l'inverse, les éléments proto-capitalistes restent soumis à la logique du pouvoir tributaire dominant.

En fait, le monde arabo-islamique a constitué, selon ma thèse, un sous-ensemble de ce que j'appelle le « système méditerranéen ».

J'ai proposé (dans *L'Eurocentrisme*) de dater l'acte de naissance du « système méditerranéen » par la conquête d'Alexandre le Grand (trois siècles av. J.C.) et de voir une seule longue période historique allant de cette date à la Renaissance, englobant d'abord l'Orient ancien (autour du bassin oriental de la Méditerranée) puis la Méditerranée toute entière et ses prolongements arabo-islamique et européen. J'ai proposé à ce sujet une thèse selon laquelle nous aurions affaire ici à un (seul) système tributaire s'étendant de 300 av J.C. (l'unification de l'Orient par Alexandre le Grand) à 1492. J'entends par là qu'il s'agit d'une seule « aire culturelle » dont l'unité s'est manifestée dans une formulation métaphysique profondément commune (idéologie tributaire de la région), par delà les expressions successives de cette métaphysique (hellénistique, chrétienne d'Orient, islamique, chrétienne d'Occident). Dans cette aire tributaire, je crois utile la distinction que je propose entre ses régions centrales (l'Orient méditerranéen) et ses régions périphériques (l'Occident européen). Au sein de cet ensemble, les échanges de toutes natures ont (presque toujours) été d'une forte densité et les formes proto-capitalistes qui leur sont associées, remarquablement avancées, particulièrement évidemment dans ces régions centrales (notamment aux époques de l'Islam dans sa première grandeur : VIII<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècles, et en Italie pour les siècles successifs). Ces échanges ont été le support d'une redistribution importante du surplus. Cependant la centralisation éventuelle du surplus s'y est trouvée, pour l'essentiel, associée à la centralisation du pouvoir politique. Et de ce point de vue, l'ensemble de l'aire culturelle n'a jamais constitué un seul « Etat impérial unifié » (sauf pour les deux courtes périodes de l'Empire d'Alexandre puis de l'Empire romain, couvrant alors l'ensemble des régions centrales du système). D'une manière générale, la région périphérique de l'Occident européen est demeurée émietlée à l'extrême, sous la forme féodale (et c'est là même l'expression de son caractère périphérique). La région centrale elle-même a été partagée entre l'Orient byzantin chrétien et les Empires arabo-islamiques (omeyyade puis abbasside de la première époque), soumis à des forces centrifuges internes, puis réunifiés seulement dans l'Etat ottoman tardif, dont la constitution coïncide avec la fin de la période et la périphérisation globale de la région au bénéfice du transfert du centre vers la région antérieurement périphérique de l'Europe atlantique.

Ce « système » méditerranéen pourrait-il être qualifié de proto-capitaliste ? En faveur de cette thèse, on signale la présence d'éléments proto-capitalistes indiscutables (propriété privée, entreprise marchande, travail salarié) qui traversent toute la période, s'épanouissent en certains lieux et temps (notamment dans la région islamique et en Italie), s'étiolent en d'autres (notamment dans l'Europe

barbare du premier millénaire). Mais à mon avis, cette présence ne suffit pas à caractériser le système. Car, au plan décisif de l'idéologie, je vois au contraire que ce qui s'élabore dès la phase hellénistique de cette période (de 300 av. J.C. aux premiers siècles de notre ère), puis s'épanouit dans les formes chrétiennes (orientale puis occidentale) et islamique, c'est bel et bien l'idéologie tributaire, avec sa caractéristique fondamentale majeure : la prédominance de la préoccupation métaphysique.

Il y a donc bien à mon avis « système », mais non « système proto-capitaliste » (forme de la transition rapide de la société tributaire à la société capitaliste). Il y a « système tributaire ». Je dis bien système et non simple juxtaposition de sociétés tributaires (au pluriel) autonomes, quand bien même auraient-elles partagé quelques éléments communs (comme la religion par exemple, ou l'intégration – fut-elle de durée limitée – dans un Etat impérial, comme ceux de Rome, de Byzance, des Omeyyades et des Abbassides).

La distinction implique à mon avis un certain degré de centralisation du surplus. Ce que je précise néanmoins ici c'est que ce surplus est de nature tributaire et non, comme dans le capitalisme, de celle du profit du capital. Le moyen normal de centralisation de ce surplus tributaire est donc la centralisation politique, qui opère au bénéfice des capitales impériales (Rome, Byzance, Damas, Bagdad). Bien entendu, cette centralisation reste aussi fragile que l'est celle du pouvoir. , Byzance, Damas et Bagdad ne peuvent éviter que les relais (Alexandrie, Le Caire, Fès, Kairouan, Gênes, Venise, Pise etc.) parviennent souvent à s'autonomiser. Le pan entier de la chrétienté barbare (le premier millénaire en Occident) échappe à cette centralisation. Parallèlement, la logique de la centralisation par le pouvoir stimule les rapports proto-capitalistes au point que la mercantilisation partielle du surplus n'a jamais disparu dans la région. Je lui ai même donné une grande importance pour certaines régions et époques : les siècles brillants de l'Islam, les villes italiennes, à partir des Croisades. J'ai qualifié, sur cette base, les formations du monde arabe de formations tributaires mercantiles.

Cet angle de vision que je développe m'amène effectivement à conclure que le capitalisme « pouvait » naître ici. Là encore, je renvoie aux débats animés sur cette question auxquels je me suis associé. S'il n'est pas né ici, c'est qu'il est apparu d'abord en Europe atlantique et que, de ce fait, les processus d'évolution vers le capitalisme ont été brutalement arrêtés dans leur développement ailleurs. Quant à la raison pour laquelle l'évolution vers le capitalisme s'est accélérée en Occident atlantique (transférant le centre de gravité du système des bords de la méditerranée à ceux de l'Océan), elle tient, selon moi, principalement à la colonisation (de l'Amérique puis de la planète entière) et, accessoirement, au caractère périphérique du féodalisme occidental.

## **V. Peut-on parler d'un système mondial tributaire ?**

Mon hypothèse méthodologique me conduit à regarder les autres « aires culturelles » comme d'autres systèmes tributaires autonomes. En particulier, il me semble que le système tributaire chinois – confucéen – constitue un monde par lui-même et en lui-même, avec son propre centre (la Chine) caractérisé par une centralisation politique forte (même si celle-ci, soumise à des forces centrifuges internes, éclate de période en période, mais est toujours reconstituée), et ses périphéries (notamment le Japon), dans un rapport à la Chine très analogue à celui de l'Europe médiévale à l'Orient civilisé. Je laisse en pointillé la question de savoir si l'aire culturelle hindouiste a bien constitué un (seul) système tributaire.

Cela étant, la question qui se pose ici est de savoir si le système méditerranéen était isolé, ou en rapport étroit avec d'autres systèmes asiatiques et africains ?

Au-delà de la région méditerranéenne et antérieurement à sa constitution, peut-on affirmer l'existence d'un système mondial permanent, en évolution continue ? L'intensité des rapports d'échange entre la Méditerranée proto-capitaliste, l'Orient chinois et indien et l'Afrique subsaharienne, et peut-être même l'importance des échanges entre ces diverses régions de l'ancien monde à des époques antérieures, ont suggéré à certains (notamment A. G. Frank) une réponse allant dans ce sens. Pour ma part, je ne crois pas que dans l'état actuel des connaissances on puisse répondre à cette question. Il n'en est pas moins utile de la poser, en vue de susciter l'échange de vues systématique sur ce que l'on peut déduire de nos connaissances, les hypothèses qu'elles peuvent inspirer et les directions de recherches qu'elles invitent à poursuivre pour la vérification de ces hypothèses.

Je ne souhaite pas substituer aux résultats éventuels de ces débats mes propres intuitions. Je les soumets ici seulement à titre provisoire, pour amorcer la discussion. Je proposerai donc les thèses (provisaires) suivantes.

Premièrement : l'humanité est une depuis ses origines. On commence à connaître l'itinéraire du peuplement de la planète Terre à partir du noyau d'Hominidés apparus en Afrique Orientale, descendant le Nil et peuplant l'Afrique, traversant la Méditerranée et l'isthme de Suez pour conquérir l'Europe et l'Asie, passant le détroit de Behring et peut-être traversant le Pacifique pour s'installer (à l'époque la plus récente) dans les Amériques. On commence à savoir dater ces conquêtes successives des terroirs de la planète. La question pertinente qui se pose à cette occasion est peut-être la suivante : la dispersion a-t-elle entraîné une diversification des lignes d'évolution des différents groupes humains, installés dans des milieux géographiques d'une diversité extrême et donc confrontés de ce fait à des défis de natures différentes ? Ou bien, au-delà de cette diversification, des lignes d'évolution parallèles imposeraient la conclusion que l'humanité, dans son ensemble, et restée commandée par des « lois » d'évolution de portée universelle ? Et, en complément de cette question, on peut se demander quelle a été l'importance des relations entre les peuplements humains dispersés de la sorte et, par conséquent, l'intensité et la rapidité des transferts de connaissances, d'expériences et d'idées ?

Intuitivement, on peut imaginer que certains groupes humains se sont retrouvés relativement isolés dans des conditions particulièrement difficiles et que, de ce fait, ils ont relevé le défi par des adaptations particulières peu aptes à évoluer d'elles-mêmes. Ces groupes seraient donc enfermés dans des impasses, contraints de reproduire leur organisation propre sans que celle-ci n'ait donné les signes de son propre dépassement. Parmi eux peut-être les sociétés (toujours très émiettées) de chasseurs/pêcheurs/cueilleurs de l'Arctique, de la forêt équatoriale, des petites îles et de certaines côtes...

Mais d'autres groupes se sont retrouvés dans des conditions moins difficiles qui leur ont permis d'avancer simultanément dans la maîtrise de la nature (passage à l'agriculture sédentaire, invention d'outillages plus efficaces...) et dans l'organisation de sociétés plus denses. C'est à propos de ceux-ci que se pose la question des lois éventuelles de l'évolution sociale à portée universelle et de la place des relations extérieures dans cette évolution.

Deuxièmement : à propos des sociétés qui ont visiblement « avancé », peut-on retrouver des étapes-stades analogues franchies par toutes, fût-ce à des rythmes plus ou moins rapides ? Toute notre science sociale s'est construite sur cette hypothèse, conçue comme nécessaire. Pour la satisfaction de l'esprit ? Comme moyen de légitimation d'un système de valeurs universaliste ? Les formulations de cette « évolution nécessaire » se succèdent au XIXe siècle, fondées soit sur la succession des modes d'exploitation du sol et des outillages mis en œuvre (du type âge paléolithique, âge néolithique, âge



des métaux, etc.), soit sur la succession des formes sociales de l'organisation (du type âge sauvage, âge barbare, âge civilisé...). Diverses évolutions dans des domaines particuliers sont greffées sur ces tendances générales considérées comme fondamentales. Par exemple, la succession matriarcat-patriarcat, la succession des âges de la pensée philosophique (âge primitif animiste, âge métaphysique, âge positiviste à la Auguste Comte), etc. Je ne discuterai pas ici ces théories, presque toujours plus ou moins abandonnées par la recherche ultérieure. J'en signale seulement l'existence comme témoignage de la persistance du besoin de généraliser, par-delà l'évidente diversité, qui est le propre de la démarche scientifique.

Il me semble que la formulation la plus sophistiquée de toutes les théories de l'évolution générale a été celle proposée par le marxisme, axé sur les concepts synthétiques dits de modes de production, eux-mêmes fondés sur une conceptualisation des éléments de base de cette construction (forces productives, relations de production, infrastructure et superstructure, etc.), et enrichis par la greffe de théories particulières articulées à celles des modes de production (comme la théorie de la famille, celle de l'Etat, etc.). Ici encore, je ne discuterai pas la question de savoir si ces constructions marxistes sont bien celles de Marx lui-même, ou le produit d'interprétations ultérieures, cohérentes ou non avec l'esprit du marxisme de Marx, pas plus que je ne discuterai les questions relatives à la validité de ces théories confrontées à l'amélioration de nos connaissances concernant la réalité des sociétés du passé. Encore une fois, je signale ces formulations comme l'expression de ce même besoin de comprendre, qui implique la possibilité de généraliser.

Troisièmement : sur la base des conceptualisations proposées, on repère sans difficulté un certain nombre de sociétés tributaires parvenues plus ou moins au même âge de développement général : techniques productives, outillage, gamme de produits, formes d'organisation du pouvoir, systèmes de connaissances et d'idées, etc. On repère de surcroît un tissu relativement dense d'échanges de toutes natures entre ces sociétés : échanges de produits, de connaissances, de techniques et d'idées. Cette densité d'échanges permet-elle de parler d'un seul système mondial (fut-il qualifié de tributaire) – au singulier ? A. G. Frank nous propose ici un critère précis : il y a un système intégré lorsque les influences réciproques sont « décisives » (A ne serait pas ce qu'il est sans les relations qu'il entretient avec B). Soit, mais la question reste entière : ces relations étaient-elles ou non « décisives » ?

Cependant, l'université des lois de l'évolution sociale n'implique en aucune manière la mondialisation. Il s'agit là de deux concepts distincts. Le premier fait référence au fait que des sociétés distinctes – séparées par la distance géographique ou le temps – ont pu évoluer de manière parallèle pour les mêmes raisons profondes. Le second implique que ces sociétés ne seraient pas distinctes les unes des autres mais constitueraient des éléments de la même société mondiale. Dans l'évolution de celle-ci – globale par la force des choses – les lois en question sont inséparables des effets de l'interaction entre les différentes composantes de la société mondiale.

Je ferai sur ce plan deux observations liminaires : (i) les échanges économiques ne constituent pas nécessairement un élément décoratif dont l'existence n'aurait aucune influence marquante sur le mode de production et par delà, le niveau de développement. L'échange peut être un moyen important de redistribution du surplus, décisif pour certains segments des sociétés mises en rapport. La question n'est pas de principe, mais de fait. L'étaient-ils ? Où et quand ? Je me méfie ici de toute généralisation hâtive, concluant soit qu'ils l'étaient toujours (ou généralement) soit qu'ils ne l'étaient jamais (sauf rares exceptions). Dans le cas de la région arabo-islamique par exemple, j'ai dit que les échanges étaient ici importants au point de marquer la formation d'un caractère tributaire-mercantile essentiel à la compréhension de son histoire, notamment de la succession (involutive) d'une phase brillante suivie

d'une décadence, comme du déplacement des centres de gravité de la richesse et du pouvoir dans cette région. J'ai dit aussi que la formation proto-capitaliste de l'Europe mercantiliste (XVIIe-XVIIIe siècles) avait franchi rapidement cette étape vers le capitalisme grâce à ces échanges, dominés par elle. Mais les échanges ont-ils occupé une place symétrique en Chine, en Inde, dans l'Empire romain, etc. je n'en sais personnellement rien. (ii) les échanges en question ne doivent pas être réduits aux seuls échanges économiques. Loin de là. L'historiographie, d'ailleurs, met davantage l'accent, pour ce qui est des époques antérieures au capitalisme, sur les échanges culturels (et notamment l'expansion des religions) et militaro-politiques (construction et dislocation d'Empires, invasions barbares, etc.), tandis que l'accent est mis sur la dimension économique dans les rapports au sein du système mondial moderne. A-t-elle tort ? Je ne le crois pas. Je crois au contraire que ce faisant, elle a saisi – fut-ce intuitivement – le renversement des dominances, du politico-idéologique à l'économique qui est l'axe central de ma thèse. Or, sur ce plan, peut-on parler d'un seul système mondial politico-idéologique tributaire ? Je ne le crois pas et j'ai préféré, pour cette raison, parler « d'aires culturelles » tributaires distinctes fondées précisément sur les grands systèmes de références – religieuses le plus souvent – particulières : confucianisme, hindouisme, islam, christianisme... Bien entendu, il y a une certaine parenté entre ces différentes métaphysiques puisqu'elles expriment l'exigence fondamentale du même type de société-tributaire. Cette parenté facilite à son tour les emprunts mutuels.

Pour avancer donc dans la réponse à la question posée (un ou des systèmes ?) ; il faut combiner trois éléments : la densité des échanges économiques et des transferts de surplus redistribué par leur canal, le degré de centralisation du pouvoir politique, la diversité/spécificité relative et, partant, l'autonomie des systèmes idéologiques.

L'autonomie des différents systèmes tributaires n'exclut pas des relations d'échanges économiques et autres entre eux, ni même que ces échanges aient pu être importants. On comprendrait mal beaucoup de faits et d'évolutions historiques sans référence à ces échanges : les transferts de technologies de toutes sortes (la boussole, la poudre à canon, le papier, la soie qui a donné son nom aux routes en question, l'imprimerie, les pâtes alimentaires chinoises devenues italiennes... !), les migrations d'idées religieuses (le bouddhisme se transférant de l'Inde à la Chine et au Japon, l'Islam voyageant jusqu'en Indonésie et en Chine, le christianisme jusqu'en Ethiopie, en Inde du Sud et en Asie centrale, etc.

Mais au-delà de ces échanges qui ont pu fonder ici et là des formes proto-capitalistes vivaces reliées entre elle (de la Chine et l'Inde au monde islamique, sahélien africain et médiéval européen) et, par leur moyen, des transferts de surplus – peut être même décisifs dans les nœuds principaux du réseau des échanges – il n'y a certainement pas de centralisation du surplus au niveau d'un système mondial comparable à celle qui caractérise le monde moderne. La raison en est que la centralisation du surplus opère à cette époque principalement en association avec celle du pouvoir et qu'il n'y a aucune forme d'un « Empire-monde » ou même d'un « pouvoir-monde » comparable à ce que deviendra l'hégémonie britannique au XIXe siècle ou celle des Etats Unis à notre époque.

Ainsi n'y a-t-il rien de comparable au plan de la polarisation à l'échelle globale entre les époques anciennes (tributaires) et celle du monde capitaliste moderne. Les systèmes antérieurs, en dépit des effets importants tenant aux échanges entre eux, ne sont pas polarisants à l'échelle mondiale, même s'ils l'ont été à des échelles régionales, au profit des centres de ces systèmes régionaux (par exemple Rome, Constantinople, Bagdad, les villes italiennes, la Chine, l'Inde, etc.). Par contre, le système capitaliste est bel et bien polarisant à l'échelle globale et, de ce fait, mérite seul d'être qualifié de système mondial au sens plein du terme.

Cela étant, la méthodologie proposée en ce qui concerne l'analyse des interactions entre les systèmes tributaires invite à réviser peut-être les jugements traditionnels suggérés par l'historiographie concernant les fameux « barbares » qui occupent les espaces interstitiels séparant les grandes aires culturelles tributaires. Le rôle de ces « barbares » est-il bien celui que l'on a voulu leur conférer ? Un rôle purement négatif de destructeurs ? Ou bien leur fonction active dans les échanges inter-tributaires leur a-t-elle donné une certaine vocation à prendre quelques initiatives décisives, qui expliqueraient entre autres, soit leur succès (pas seulement militaire) à unifier des territoires immenses (l'Empire de Gengis Khan), soit leur capacité à se hisser rapidement à des positions centrales dans un système tributaire (le rôle brillant du Khorezm dans les premiers siècles de l'Islam), etc.

Une dernière réserve concernant la systématisation de l'hypothèse de l'existence d'un seul système mondial à travers l'histoire. Antérieurement aux Ve-IIIe siècles av. J.C. peut-on parler de systèmes tributaires et de réseaux d'échanges significatifs entre eux ? Je ne le crois pas, au moins pour les trois raisons suivantes : (i) parce que les systèmes sociaux de la majeure partie de l'humanité étaient encore attardés au stade que j'ai qualifié de communautaire ; (ii) parce que les îlots de civilisation parvenus au stade où l'Etat y est la forme reconnaissable de l'expression du pouvoir n'ont pas encore trouvé une expression idéologique tributaire achevée (Cf. mes développements sur ce point, concernant l'idéologie du monde antique dans *L'Eurocentrisme*) ; (iii) parce que la densité des rapports d'échanges entre ces îlots demeure encore faible (cela n'exclut pas quelques emprunts – technologiques par exemple – qui ont pu parcourir des distances insoupçonnées).

## **VI. Critique de l'évolutionnisme**

La thèse selon laquelle toutes les sociétés humaines auraient, de tout temps, constitué un système mondial intégré en évolution permanente sans que le capitalisme n'ait constitué dans cette évolution une coupure qualitative, propose une philosophie de l'histoire finalement fondée sur le concept de compétition. Certes elle procède bien d'une observation réaliste des faits, à savoir que toutes les sociétés de la planète, à toutes les époques, sont d'une certaine manière en compétition les unes avec les autres. Il n'importerait pas qu'elles en aient conscience, du fait des relations qu'elles entretiennent entre elles ou pas. Nous savons que le plus fort doit l'emporter et s'imposer. A ce niveau d'abstraction il y a bien un seul monde, parce qu'il y a une seule humanité. On pourrait même peut-être ajouter que les sociétés plus ouvertes, entretenant des rapports denses avec les autres, ont davantage de chances de prendre la mesure de cette compétition et de pouvoir y faire face plus efficacement ; a contrario, que ceux qui refusent cette compétition et cherchent – en s'enfermant sur eux-mêmes – à perpétuer leur façon d'être risquent d'être dépassés par les progrès réalisés ailleurs puis, de ce fait, ultérieurement marginalisés.

Ce discours n'est pas erroné, mais il est simplement situé à un niveau d'abstraction trop élevé, qui rabote la question véritable qui est de savoir comment se manifeste cette compétition. Deux historiens bourgeois – philosophes de l'histoire eux aussi – se sont situés délibérément à ce niveau de l'abstraction la plus générale (pour réfuter Marx). Arnold Toynbee suggère, dans cet esprit, un modèle opératoire réduit à deux termes : le « défi » et la « réponse au défi ». Valable pour tous les temps et tous les lieux, je dirai que ce modèle ne nous apprend rien qui ne soit déjà évident car Toynbee ne propose pas une loi quelconque qui expliquerait pourquoi le défi est relevé ou ne l'est pas. Il se contente de rendre compte du fait au cas par cas. Un parallèle s'impose ici presque naturellement avec le contraste qui oppose les axiomes de l'économie bourgeoise dite néo-classique définis en termes qui se voudraient valables pour tous les temps (la rareté, l'utilité, etc.) à la vision historique de modes de production successifs qualitativement différents, déterminant des cadres institutionnels spécifiques

dans lesquels s'expriment la « rationalité éternelle des êtres humains ». Jacques Pirenne, à mon avis très supérieur à Toynbee, propose plus finement un contraste permanent entre sociétés ouvertes (maritimes) et sociétés fermées (continentales) et n'hésite pas à qualifier les premières de capitalistes (Sumer, la Phénicie, la Grèce, l'Islam des premiers siècles, les villes italiennes, l'Occident moderne) les secondes de féodales (de la Perse antique au Moyen Age européen). Il n'a jamais hésité à donner à ce que j'appelle éléments proto-capitalistes la place déterminante dans les avancées des sociétés ouvertes, faisant d'elles le moteur du développement des forces productives. Il n'a jamais non plus caché que sa thèse visait aussi à disqualifier les expériences fermées de l'Union Soviétique et à valoriser le dynamisme du monde atlantique. Ainsi, à la lutte des classes Pirenne parvient-il à substituer – avec talent certainement – la lutte permanente entre la tendance capitaliste et la tendance féodale au sein des sociétés humaines.

Je crois toujours que la méthode de Marx est supérieure, précisément parce qu'elle situe l'abstraction au niveau qu'il convient. L'idée de modes de production restitue à l'histoire sa dimension concrète réelle. A ce niveau on découvre l'importance et la nature de la coupure capitaliste. Celle-ci est telle qu'il ne me paraît pas possible de traiter de la même manière la compétition entre les sociétés d'autrefois et celle qui règne au sein du système mondial moderne. D'abord parce que la compétition d'autrefois parvient rarement à franchir le seuil de la conscience et que chaque société se croit supérieure à sa manière, « protégée par ses dieux », même lorsqu'une proximité agressive permanente imposerait une meilleure conscience (comme entre Musulmans et Croisés). D'ailleurs, l'écart entre les grandes sociétés précapitalistes tributaires n'est pas tel que la supériorité de l'une sur l'autre soit évidente : elle est toujours conjoncturelle et relative. Rien de comparable à la supériorité désormais écrasante des sociétés capitalistes sur les autres. C'est pourquoi j'attribue à la prise de conscience de cette supériorité une importance décisive et date, de ce fait, les débuts du capitalisme à l'an 1492. A partir de ce moment les Européens savent que désormais ils peuvent conquérir le monde et qu'ils vont le faire (Cf. mes développements sur ce point dans *L'eurocentrisme*). Nous savons a posteriori – mais les acteurs de l'époque l'ignorent – que le plus fort est celui qui est passé à un mode de production qualitativement supérieur – le capitalisme. J'ajouterai que, dans la compétition d'autrefois, la distance opère pour en atténuer l'acuité. Quelle qu'ait pu être l'intensité des échanges entre Rome et la Chine, j'ai de la difficulté à croire que ce facteur « externe » ait pu avoir une importance similaire à celle des écarts de productivité de notre époque. Je crois que cet éloignement relatif donnait aux facteurs strictement internes un poids relatif considérablement plus décisif. D'ailleurs, cette raison est elle-même largement responsable de la difficulté que les uns et les autres ont éprouvée à prendre conscience des rapports de forces véritables. Tout autre est, me semble-t-il, la compétition au sein du système mondial moderne, dont la conscience est si aigüe qu'elle revient comme une litanie lancinante dans le discours quotidien des pouvoirs.

## **VII. Le schéma du système mondial tributaire**

Le schéma joint illustre la conception que je me fais du « système mondial ancien » (réduit aux sociétés de l'hémisphère dit oriental : Eurasie-Afrique), pour les époques couvrant les dix-huit siècles qui séparent la formation du système hellénistique au Moyen Orient (300 av. J.C.), la constitution de l'Etat Han en Chine (200 av. J.C.), celle des Etats Kouchan et Maurya en Asie Centrale et en Inde (200 av. J.C.), de la Renaissance européenne, soit de 300 av. J.C. à 1500 ap. J.C. J'en résumerai les caractères dans ce qui suit.

### TABLEAU I

Premièrement : toutes les sociétés de cette époque sont, comme je l'ai déjà dit, de nature tributaire. On distingue néanmoins, parmi toutes ces sociétés, celles que je qualifie de « tributaires centrales » de celles qui sont « tributaires périphériques ». Les premières sont caractérisées par une centralisation du surplus à l'échelle de l'Etat relativement forte et sa redistribution sous son contrôle, tandis que dans les formations périphériques, le caractère embryonnaire de l'Etat (voire son inexistence, ou presque) entraîne un émiettement extrême de la répartition du surplus accaparé par les « féodalités locales ». L'opposition centres/périphéries n'est pas ici l'analogue de celle qui caractérise le monde capitaliste (moderne). Dans ce dernier le rapport en question est un rapport de domination économique des centres sur la périphérie (associé à la dominance de l'économique). Il n'en est pas de même dans le rapport ancien. Dominées par l'instance idéologique, les formations tributaires sont centrales ou périphériques selon le degré d'achèvement de la centralisation du pouvoir et de son expression par une religion d'Etat. Dans les formations centrales celle-ci prend la forme d'une religion ou d'une philosophie d'Etat à tonalité religieuse, à vocation universelle – qui rompt avec les religions de terroir spécifiques des époques antérieures que j'ai qualifiées de « communautaires » (Cf. *Classe et nation*). La concomitance est frappante entre la constitution des grandes sociétés tributaires dans leur forme achevée et la naissance des grands courants religieux et philosophiques qui domineront les civilisations pendant les deux mille ans qui suivent : l'hellénisme (300 av. J.C.), le christianisme oriental, l'Islam (600 AD), Zoroastre, Bouddha et Confucius (tous trois 500 av J.C.). Cette concomitance – qui n'exclut nullement les emprunts réciproques véhiculés par les rapports que toutes les civilisations tributaires entretenaient entre elles – n'est pas pour moi un hasard, mais au contraire l'une des bases cohérente avec ma thèse du mode tributaire dominant.

La constitution des grands mouvements philosophiques et religieux, associée à la formation des systèmes tributaires, représente la première grande vague des révolutions de l'histoire universelle, qui s'exprime par une vision à vocation universaliste dépassant les horizons de la pensée de terroir des époques antérieures. Cette révolution fonde le système tributaire, comme système général à l'échelle de l'humanité entière – ou presque –, pour 2000 à 2500 ans. La seconde vague des révolutions de portée universelle, qui ouvre la modernité capitaliste et son dépassement socialiste éventuel, et marquée par la Renaissance (et la révolution dans le christianisme qui lui est associée) puis par les trois grandes révolutions modernes, la française, la russe et la chinoise (Cf. *L'Eurocentrisme*). Le « modèle » par excellence de ce mode tributaire me paraît fourni par la Chine qui, sans incubation longue semble-t-il (un millénaire seulement sépare les Shang et les Zhou de la formation de la dynastie Han), se cristallise dans une forme qui n'évoluera pas fondamentalement, ni au plan de l'organisation des forces productives et des rapports de production, ni à celui de l'idéologie (le tandem confucianisme-taoïsme, remplacé un moment seulement par le Bouddhisme), ni à celui des concepts du pouvoir, pendant les deux mille ans qui séparent la dynastie Han de la révolution de 1911. La centralisation du surplus est ici maximale, à l'échelle d'une société énorme, non seulement pendant les périodes brillantes où l'unité politique est réalisée, ou presque, à l'échelle de ce pays-continent par les grandes dynasties (Han, Tang, Song, Yuan, Ming et Qing) mais même pendant les périodes de troubles inter-dynastiques où le pays est partagé entre quelques royaumes dont la taille est néanmoins considérable pour l'époque. Aux lisières de la Chine, la Corée et le Vietnam se constituent également au cours du premier millénaire de notre ère en systèmes tributaires analogues, qui d'ailleurs, en dépit de leur indépendance politique vis-à-vis de la Chine, lui empruntent son modèle d'organisation et son idéologie confucéenne.

Au Moyen-Orient, le système tributaire prend sa forme achevée à partir de la conquête d'Alexandre le Grand. J'ai proposé (Cf. *L'Eurocentrisme*) de lire dans ces termes la signification des élaborations philosophiques et religieuses successives de l'hellénisme, du christianisme oriental et de l'Islam. Cependant, dans cette région, la période d'incubation plonge des racines lointaines, antérieures de trente siècles pour l'Égypte et la Mésopotamie, dix siècles pour la Perse, la Phénicie, etc., cinq siècles pour Grèce. L'hellénisme, le christianisme et l'Islam produiront d'ailleurs une synthèse qui emprunte des éléments décisifs à chacune de ces composantes antérieures et même, à travers la Perse, à l'Inde. Là aussi, la centralisation du surplus pour les 2000 ans qui suivent est remarquable. Sans doute la région sera-t-elle partagée, après l'unification politique précaire du temps d'Alexandre ; mais elle le sera en royaumes de tailles considérables pour l'époque. Partagés par la suite entre les Empires encore plus vastes – celui de Byzance (300 à 1400 AD) et celui des Sassanides (200 à 600 AD), puis réunifiés progressivement par l'expansion du khalifat musulman, formé dès le VIIe siècle AD qui conquiert Constantinople à la fin de notre période – en 1453 –, les espaces de centralisation du surplus sont toujours soit gigantesques (pendant les trois premiers siècles de khalifat), soit tout au moins considérables, après l'éclatement du khalifat à partir de l'an 1000, au bénéfice de dynasties arabo-berbères en Afrique du Nord et turco-persanes au Mashreq et en Asie centrale occidentale. L'Empire romain d'Occident trouve sa place dans cette lecture de l'histoire comme expression d'une expansion du modèle tributaire vers les rivages de la Méditerranée occidentale. D'une importance seconde à l'échelle de l'histoire universelle, l'Empire romain tient sa place au fait qu'il a précisément transmis l'idéologie tributaire – sous la forme du christianisme – à la périphérie européenne. La lecture eurocentrique de l'histoire (Cf. notre critique dans *L'eurocentrisme*) en a, de ce fait, déformé les réalisations qui, au-delà de la péninsule italienne, n'ont pas résisté à la féodalisation barbare (c'est-à-dire à l'émiettement du système tributaire).

Un troisième centre tributaire achevé se constitue sur le continent indien 200 ans av. J.C., dès l'époque Maurya, suivi des Etats Kouchan (à cheval sur l'Asie centrale méridionale) et Gupta, après la longue période d'incubation qui démarre avec les civilisations de l'Indus (Mohendjo-Daro et Harapp – 2500 av. J.C.). La conquête musulmane à partir du XIe siècle, succédant à une période de pulvérisation (des VIII et IXe siècles), rétablit, avec les Ghaznévides, les Sultanats de Dehli (1200-1500 AD) puis l'Empire Moghol (1500-1800 AD), une centralisation tributaire à une échelle énorme, tandis que les Etats hindouistes du Dekkan, tributaires également, représentent tout également des royaumes considérables pour l'époque.

Trois zones apparaissent sur notre schéma, dont le caractère périphérique pendant la totalité, ou presque, de la période considérée (de 300 av. J.C. à 1500 ap. J.C.) est frappant.

L'Europe (au-delà de la région byzantine et de l'Italie), c'est-à-dire finalement l'Europe « barbare », est le produit d'une greffe tributaire (transmise par l'idéal de l'Empire romain et l'universalisme chrétien) sur un corps social encore largement organisé sur des bases communautaires dégradées. Je renvoie ici à l'analyse que j'en ai proposée en ces termes (Cf. *Classe et Nation*) qui rend compte simultanément de l'émiettement dans le contrôle des surplus, qui définit le féodalisme (forme inachevée – périphérique – du système tributaire), et de l'effondrement du système étatique, compensé partiellement par l'Eglise. L'Europe évolue lentement vers la forme tributaire, dont témoigne la constitution des monarchies absolues (en Espagne et au Portugal après la Reconquista, en Angleterre et en France à partir de la Guerre de Cent ans) ; mais ce retard a constitué – selon ma thèse – l'avantage décisif qui a facilité le saut qualitatif précoce de la Renaissance et du capitalisme (Cf. *Classe et Nation*).

Le Japon constitue, à l'autre extrémité du continent eurasiatique, un mode tributaire périphérique dont l'analogie avec l'Europe m'avait frappé, avant même que Mishio Morishima ne vienne confirmer ma thèse. La forme dégradée du confucianisme japonais, l'émiettement féodal qui précède la formation tardive d'une centralisation monarchique à partir de l'Etat Tokugawa (1600 AD) témoignent de ce caractère périphérique (Cf. *L'eurocentrisme*) qui, ici également, rend compte de l'aisance remarquable avec laquelle le Japon passe au capitalisme au XIXe siècle.

L'Afrique subsaharienne constitue la troisième périphérie. Celle-ci est encore très largement attardée au stade communautaire en évolution vers des formes tributaires. A ce stade les centralisations tributaires du surplus n'opèrent encore que sur des sociétés de taille fort limitée. L'émiettement demeure donc la règle.

Le statut de l'Asie du Sud-est est ambivalent. Il me semble que l'on peut reconnaître ici des formations tributaires de type central – même si elles ne couvrent que des espaces plus modestes que celles des autres grandes formations asiatiques – et des zones périphériques (définies par l'émiettement du surplus). Au premier type appartient l'empire Kmer, puis ses successeurs thaï, birman et cambodgien, à partir du VIe siècle, et peut être en Indonésie le royaume Majapahit à partir du XIIIe siècle. Par contre, les sociétés organisées de Malaisie et d'Indonésie qui se cristallisent en Etats sous l'influence de l'hindouisme (à partir du Ve siècle) puis de l'Islam, me paraissent appartenir à la famille périphérique, émiettées par l'éparpillement du surplus collecté à l'échelle d'Etats de tailles très modestes, relativement nombreux et fragiles.

Le statut de la région de l'Asie centrale est particulier. La région elle-même reste moins définie dans ses frontières que les autres. Des Etats d'une taille importante s'y sont constitués à une époque précoce – comme l'Empire Kouchan – reliant d'un trait continu le Moyen Orient hellénistique et sassanide puis islamique à l'Inde et à la Chine. La région est elle-même devenue le centre de gravité d'un immense Empire – à l'époque de Gengis Khan (1300 AD). Avant comme après cette dernière cristallisation, elle était entrée dans l'orbite islamique. Ses modes d'organisation sont de nature tributaire, tantôt ici ou là avancée (lorsque l'expression du pouvoir centralisé sur une grande échelle le permet), tantôt retombant dans l'émiettement « féodal ». Mais la grande particularité de la région est que, par sa position géographique même, elle est la zone de transit obligé des échanges Est-Ouest (Chine, Inde, Moyen Orient et au-delà vers les périphéries du système). En concurrence avec la voie maritime aussi loin que l'on remonte dans le temps, la voie continentale ne perdra définitivement son importance que tardivement, à partir du XVIe siècle.

Dans le schéma joint, les centres sont indiqués par des rectangles, les périphéries par des cercles.

## SCHEMA

Deuxièmement : pendant toute la période des dix huit siècles considérés, toutes les sociétés représentées sur notre schéma non seulement connaissent leur existence mutuelle, mais encore entretiennent des rapports d'échanges de toutes natures (commerce et guerre, emprunts technologiques et culturels), beaucoup plus intenses qu'on ne le croit généralement. Dans ce sens très général, on peut parler de « système mondial », sans bien sûr être obligé d'en confondre la nature avec celle du système mondial (capitaliste) moderne.

Dans le schéma, j'ai représenté ces rapports par 11 flèches. Bien entendu, l'intensité des flux que chacune de ces flèches représente a varié d'une manière considérable dans le temps et dans l'espace. Mais surtout – et j'insiste sur ce point – leur articulation avec la dynamique interne propre aux

différents systèmes tributaires qu'elles relient, non seulement est fondamentalement différente de celle qui caractérise les « rapports internationaux » dans le système mondial moderne, mais encore a opéré de manière différente d'une formation tributaire à l'autre.

Pour y voir clair, je propose de distinguer quatre ensembles de rapports :

(i) Les rapports que les trois grands centres (A – Rome et Byzance – l'Empire Sassanide – le Khalifat ; B – la Chine ; C – l'Inde) ont entretenus entre eux sont marqués par les flèches 1 (Moyen Orient – Chine à travers l'Asie centrale septentrionale). 2 (Moyen Orient – Inde à travers l'Asie centrale méridionale) et 3 (Moyen Orient – Inde par la voie maritime). Ces rapports ont été sans doute les plus intenses de tous, compte tenu simplement de la richesse et de la puissance relative des centres en question, au moins dans les périodes brillantes de leur histoire.

(ii) Les rapports que le centre arabo-persan islamique a entretenus avec les trois périphéries (Europe, Afrique, Asie du Sud-est) sont indiqués par les flèches 4 (voie maritime Moyen Orient – Malaisie, Indonésie), 5 (voie transsaharienne Afrique du Nord – Sahel africain), 6 (voie maritime Moyen Orient – Côte orientale Swahili d'Afrique) et 7 (Khalifat et Byzance – Europe). Les échanges en question sont moins intenses que les précédents (du fait de la pauvreté relative des périphéries) mais surtout asymétriques (concept que je ne confonds pas avec l'inégalité spécifique des rapports centres/périphéries du monde moderne), dans ce sens qu'ils ont peut-être été relativement neutres dans leurs effets sur le centre mais décisifs pour l'évolution des périphéries. Ces rapports ont accéléré considérablement la constitution des Etats dans le Sahel africain et en Afrique orientale (Cf. *Classe et Nation*) comme en Malaisie et en Indonésie et, par là même, ouvert la voie à l'islamisation de ces régions (l'Islam se substitue alors aux religions de terroir antérieurs, en vertu d'une nécessité propre au monde tributaire). Ils ont également animé la renaissance des villes commerçantes italiennes, et, à travers elles, accéléré la progression des infiltrations marchandes à travers toute l'Europe féodale.

(iii) Les rapports que le centre chinois a entretenus avec la périphérie japonaise (flèche 8) et celle du sud-est asiatique (flèche 9) sont de même nature que les précédents. Je signaler ici la flèche 11 qui indique une communication directe établie entre la Chine et l'Europe, empruntant bien sûr les voies de l'Asie centrale mais sans passer par le canal du cœur du Khalifat islamique. Cette relation directe n'a opéré que durant une période relativement courte dans le cadre de la paix mongole (l'Empire de Gengis Khan au XIIIe siècle). Mais elle a été décisive pour l'histoire ultérieure car elle a permis à l'Europe de faire des emprunts technologiques importants à la Chine (poudre à canon, imprimerie, boussole tec.), parce que l'Europe était mûre pour le faire et effectuer le saut qualitatif du système tributaire périphérique (féodal) au capitalisme. D'ailleurs, peu de temps après, l'Europe substituait la voie maritime dominée par elle à toutes les formes antérieures de transport à longue distance, établissant par ce moyen des rapports directs entre elle et chacune des autres régions du monde (Afrique, Inde, Chine, Asie du Sud-est), découvrant, puis conquérant, l'Amérique par la même occasion.

(iv) Les rapports que le centre indien (bouddhique et hindouiste) a entretenus avec ses périphéries du Sud-est asiatique (flèche 10) qui sont d'une nature analogue à celle des rapports Chine-Japon.

Il apparaît d'évidence que l'intensité des flux extérieurs par rapport aux différentes masses constituées par les formations régionales considérées varie considérablement d'une région à l'autre. Les trois régions centrales clés A, B et C (Moyen Orient, Chine, Inde) représentaient, en termes de poids économique, un multiple de ce que constituait chacune des autres régions. Si donc le volume du surplus centralisé dans chacune de ces régions centrales clés est mesuré par l'indice 1000, il ne devait



guère dépasser l'indice 100 pour chacune des autres régions (Europe, Afrique, Japon, Asie centrale, Asie du Sud-est). De surcroît, une partie seulement, et probablement relativement mineure (10 à 20 % peut être), de ce surplus pouvait être l'objet d'échanges à longue distance.

Les quatre flèches qui concernent la Chine (la majeure 1, les mineures 8 et 9 et l'épisodique 11) pouvaient par exemple représenter une valeur indice de l'ordre de 100 (10% du surplus produit en Chine). Les trois flèches qui concernent l'Inde (les deux majeures 2 et 3 et la mineure 10) ne pouvaient guère dépasser l'indice 50 ou 70. Tous les historiens ont fait remarquer ce fait que les échanges extérieurs de ces deux masses continentales étaient marginaux par rapport au volume de leur production.

Par contre, le poids des échanges extérieurs paraît plus marqué pour la région A qui est la seule qui soit en rapport direct avec toutes les autres. Aux flèches majeures 1, 2 et 3 représentant les échanges de A avec B et C (valeur indice totale : 115 dans notre hypothèse) s'ajoutent les échanges de la région avec les périphéries Europe (flèche 7), Afrique (flèches 5 et 6) et Sud-est asiatique (flèche 4), un total peut être de l'ordre d'une valeur indice 25. Au total alors les échanges extérieurs auraient représenté ici une valeur indice de 140 (20% du surplus ?).

Pour chacune des périphéries également la contribution des échanges extérieurs apparaîtrait relativement forte : indice 20 pour l'Europe, 10 pour l'Afrique, 20 pour l'Asie du Sud-est et 20 pour le Japon, soit 20% à 30% des surplus générés dans ces régions. De même les flux transitant par l'Asie centrale (flèches 1, 2 et 11), de l'ordre d'un indice 100, auraient pu représenter un volume supérieur, même à celui du surplus généré localement !

Les valeurs indices attribuées tant aux volumes du surplus généré dans chaque région qu'aux volumes des échanges symbolisés par chacune des flèches sont, bien entendu, construites par nous pour suggérer des ordres de grandeur relatifs. Il appartient aux historiens d'en établir de meilleurs. A défaut (et nous n'avons rien trouvé dans ce domaine), les chiffres que j'indique constituent des ordres de grandeur qui me paraissent plausibles et que l'on peut résumer dans le tableau ci-dessous :

	Surplus généré localement (1)	Flux extérieurs (2)	% 2/1
Moyen Orient	800	140	20
Chine	1.000	100	10
Inde	1.000	60	6
Europe	100	20	20
Afrique	50	10	20
Japon	60	20	30
Asie du Sud-est	60	20	30
Asie centrale	60	100	150

--	--	--	--

La géographie a donné à la région centrale clé A un rôle exceptionnel, sans concurrent possible jusqu'aux temps modernes, lorsque l'Europe, par la domination des mers, en a contourné les contraintes. Cette région est en effet directement en contact avec toutes les autres (Chine, Inde, Europe, Afrique) et elle est la seule à l'être. Elle a été pendant deux millénaires le lieu de passage forcé pour aller d'Europe en Chine, en Inde ou en Afrique. Par ailleurs, la région n'a pas d'homogénéité relative analogue à celle de la Chine ou de l'Inde, ni au plan géographique (s'étendant des rivages marocains de l'Atlantique à la Mer d'Aral, au Pamir et à la Mer d'Oman, elle n'a pas la consistance d'un bloc continental comme la Chine et l'Inde), ni à celui des peuples dont elle est constituée, issus eux-mêmes du pullulement précoce des civilisations les plus anciennes (Égypte, Sumer, Assyrie, Mésopotamie, Iran, Hittites, Phénicie et Grèce), parlant des langues de familles diverses (sémitiques, hamitiques, indo-européennes). La conquête d'Alexandre et le triomphe de la synthèse hellénistique amorcent une prise de conscience collective renforcée ultérieurement par le christianisme oriental (limité par la frontière Sassanide) puis et surtout l'Islam. L'une des clés du succès de l'Islam tient, à mon avis, à cette réalité ; et la région se constitue dans sa forme définitive dans le temps court des trois premiers siècles de l'hégire. Elle se constitue alors des trois strates superposées des peuples islamisés : les Arabes de l'Atlantique au Golfe, les Persans du Zagros au Pakistan, les Turcs en Anatolie et dans l'ensemble du Turkestan, de la Caspienne à la Chine propre. Ainsi, l'Islam n'a pas seulement unifié les peuples de l'Orient dit classique mais annexé simultanément l'Asie centrale, lieu de passage forcé vers la Chine et l'Inde septentrionale. Je crois que ce succès doit être associé au fait que, en dépit de tous les conflits locaux d'intérêts politiques dont l'histoire témoigne ici comme ailleurs, il a créé une certaine solidarité et renforcé le sens d'une identité particulière face aux autres, c'est-à-dire précisément aux Chinois, Indiens, Européens et Africains que l'Umma musulmane côtoie sur chacune de ses frontières. En Asie centrale, le succès de l'Islam créé l'unité régionale absente jusqu'alors. Car la civilisation dans cette région, par laquelle transite des valeurs supérieures probablement à celles produites au titre du surplus généré localement, dépend de la capacité à capter au passage une partie de ces flux de transit.

L'importance des rapports avec les autres, pour toute la région centrale A et son annexe d'Asie centrale, donne à son système social un caractère particulier que j'ai qualifié pour cette raison de tributaire-mercantile, marquant par là même l'importance des formes proto-capitalistes (rapports marchands, travail salarié, propriété privée) dans les sociétés tributaires du monde islamique arabe, persan et turc. D'ailleurs l'expansion de l'Islam au-delà de cette région, c'est-à-dire sa conquête progressive des périphéries africaines et du Sud-est asiatique, est, elle également, à mettre en rapport étroit avec son dynamisme mercantile (Cf. *La nation arabe, Classe et Nation*).

Troisièmement : le système mondial décrit ci-dessus pour la période des dix-huit siècles qui précèdent la Renaissance n'est pas l'analogue du système moderne qui lui succèdera (dans le temps). Parler du système ancien dans sa globalité spatiale et temporelle, ou même dans sa composante arabo-islamique, comme de l'ancêtre du système moderne est trompeur. Car ou bien il ne s'agit là que d'une platitude – la succession dans le temps sans plus, ou bien on sous entend qu'il n'y a pas eu de rupture qualitative mais seulement développement quantitatif et déplacement du centre de gravité du système de la rive sud de la Méditerranée à sa rive nord (villes italiennes) puis aux rivages atlantiques, ce qui revient à

gommer l'essentiel, qui est précisément le changement qualitatif dans la nature du système : la loi de la valeur est seule responsable de la constitution d'un seul antinomisme opérant désormais à l'échelle globale (un centre – fût-il même composé de centres nationaux historiquement constitués comme tels – et des périphéries toutes économiquement dépendantes de ce centre) générant une différenciation grandissante d'époque en époque entre le centre et les périphéries, durant toute l'histoire des cinq siècles du capitalisme et pour tout l'horizon visible ou imaginable dans le cadre de ses lois immanentes. Il n'y a rien de comparables avec l'équilibre relatif durable (durant 2000 ans !) entre les régions centrales clés de l'époque tributaire.

Cette différence qualitative interdit de parler de l'interdépendance – fut-elle inégale – des différentes composantes du système ancien dans des termes analogues à ceux qui gouvernent le monde moderne. Les régions clés A, B et C sont certainement en relation les unes avec les autres (et avec les autres régions) ; il reste à démontrer que cette interdépendance aurait été essentielle. Le parallélisme dans leur évolution n'est pas la preuve de la nature décisive de leurs relations ; il reflète seulement le caractère général des lois commandant l'évolution sociale de toute l'humanité (situant à leur place les spécificités). La concomitance éventuelle des avancées et des reculs, l'essor et le déclin des Etats du passé sont loin de s'imposer comme des évidences. Un coup d'œil sur le tableau II retraçant l'histoire parallèle des trois centres clés et des autres régions montre que cette concomitance est simplement de pur hasard. Pirenne avait déjà noté – ce que reprend A. G. Frank – la concomitance entre le déclin de l'Empire romain et celui de la dynastie Han. Mais le déclin romain est relayé par l'essor de Byzance, des Sassanides, de l'Etat Kouchan, tandis que le déclin des Han est relayé dès l'an 600 (pleine période barbare en Occident) par l'essor des Tang, et, trois siècles plus tôt, par celui des Gupta dont le déclin coïncide (hasard également) avec l'essor de l'Islam. Rien ne permet de dégager des cycles généraux d'essor et de déclin. Le terme même de déclin est d'ailleurs ici trompeur, il s'agit de déclin d'une forme d'organisation étatique dans une région donnée, tandis que, dans la majorité des cas, au plan du développement des forces productives, il n'y a rien de tel. Je suis plutôt frappé par l'inverse, c'est-à-dire par la continuité de ces longues histoires parallèles : de Rome-Byzance-Sassanides-Islam aux Ottomans et aux Séfévides, de la dynastie Maurya à celle de l'Etat Moghol, de la dynastie Han aux Ming et Qing, peu de changements qualitatifs, mais un progrès quantitatif sur les mêmes bases organisationnelles (tributaires). Cela n'exclut pas que, dans l'examen des évolutions locales on puisse expliquer tel ou tel essor politique (ou déclin) – toujours relatif – par une conjoncture particulière dans laquelle des relations extérieures ont pu occasionnellement jouer un rôle. Encore une fois, rien d'analogue aux cycles de l'économie capitaliste, dont la portée est réellement mondiale du fait de la mondialisation de la loi de la valeur, fondement de l'économie capitaliste moderne.

## TABLEAU II

La cristallisation de la modernité nouvelle en Europe, qui se réalise dans un temps court (de l'essor des villes italiennes à la Renaissance : 3 ou 4 siècles), n'est pas la répétition d'un phénomène général dans la catégorie duquel on regrouperait pêle-mêle la naissance des civilisations (Egypte, Sumer, Harappa, Shang) et la constitution d'Empires (Achéménide, Alexandre, Rome, Byzance, Sassanide, Omeyyade, Abbasside, Ottoman, Séfévide, Maurya, Gupta, Etat Moghol, Han, Tang, Song, Ming, Qing, Empire de Gengis Khan).

J'ai proposé (Cf. *Classe et Nation*) une explication de ce fait, à savoir que le saut qualitatif se réalise en premier dans une périphérie tributaire (l'Europe) et non dans l'un de ses centres (A, B ou C) – puis se répète dans une autre périphérie (le Japon) – en fondant mon explication sur le contraste flexibilité des périphéries, rigidité des centres, c'est-à-dire en restant dans le cadre de la logique du caractère

général des lois d'évolution des sociétés (le « développement inégal » forme générale d'une évolution identique dans sa direction). Je crois cette explication plus satisfaisante que celles proposées par les différentes visions eurocentriques dominantes (Cf. *L'Eurocentrisme*). Je la crois également plus satisfaisante que la thèse de Pirenne dont je rappelle qu'elle est fondée sur la permanence du contraste capitalisme (synonyme d'ouverture, particulièrement maritime) /féodalisme (synonyme de fermeture, particulièrement continentale). Cette thèse, avatar de la déformation eurocentrique (elle explique le miracle européen par l'ouverture maritime de la région), comme celle d'A. G. Frank (qui lui est proche à l'extrême), sont l'une et l'autre fondées sur la négation de la spécificité de la modernité capitaliste.

Bien entendu, la cristallisation du capitalisme en Europe a une histoire (elle ne se fait pas par coup de baguette magique, en 1493 par exemple) et entraîne des conséquences spécifiques pour l'évolution ultérieure des autres régions. L'essor des villes italiennes qui est, bien entendu, à l'origine de cette cristallisation est, à son tour, un produit de l'essor tributaire-mercantile de la région arabo-islamique. Mais c'est parce qu'il s'opère dans une zone périphérique (l'Europe féodale) que cet essor italien met le feu à la prairie et accélère les rythmes de l'évolution au point de créer en Europe un système supérieur qualitativement à celui des sociétés tributaires plus avancées antérieures. Je me suis exprimé en détail sur cette dynamique qui met en rapport la faiblesse de l'Etat, créant un espace d'autonomie à une véritable classe nouvelle – la bourgeoisie – l'alliance de l'Etat avec celle-ci pour dépasser l'émiettement féodal, créant un Etat absolutiste mercantiliste nouveau, etc. (Cf. *Classe et Nation*). La conséquence générale de la nouvelle cristallisation de l'Europe (capitaliste et non plus tributaire) est évidente : elle a bloqué les évolutions des autres sociétés du monde, progressivement périphérisées dans le système nouveau. Mais de surcroît, la cristallisation capitaliste européenne a entraîné une hostilité particulière à l'égard de la région arabo-islamique. Nous retrouvons ici l'observation que j'ai faite plus haut concernant la position spécifique du monde islamique dans le système ancien. L'Europe, pour établir à son profit des rapports directs avec le reste du monde, devait briser la position de monopole, d'intermédiaire obligé, dont bénéficiait le monde islamique. De la tentative précoce des Croisades, suivie immédiatement par l'établissement de la route Europe-Chine ouverte par la paix mongole à l'époque de Gengis Khan, cette hostilité se poursuit jusqu'à nos jours, se traduisant par une attitude particulière – presque névrotique – à l'égard des Musulmans, entraînant à son tour une réponse de même nature en sens inverse. C'est finalement pour briser ce monopole de zone intermédiaire obligée que les Européens se lancent sur les mers. Ce choix n'était pas « inscrit dans la géographie », comme Pirenne le pensait.

Quatrièmement : les observations faites à propos du bimillénaire tributaire ne sont pas valables pour les périodes antérieures : d'une part les sociétés civilisées connues pour ces périodes – a fortiori les sociétés barbares – sont parfois organisées différemment de celles de l'époque tributaire ; d'autre part, le réseau des rapports qu'elles entretenaient entre elles étaient également différent de celui que nous avons représenté par nos schéma et tableau II.

Sans doute les connaissances scientifiques du passé dont nous disposons sont-elles d'autant moins solides que l'on recule dans le temps. Il me semble néanmoins que l'on peut distinguer deux lignes de pensée (philosophies de l'histoire) relatives aux époques pétributaires.

La thèse de Pirenne – analogue sur ce point fondamental aux points de vue défendus par A. G. Frank – ne reconnaît pas de coupure qualitative, ni autour de 300 av. J.C. ni autour de l'ère chrétienne ou de la fin de l'Empire romain (la fin de l'Antiquité selon les manuels courants), pas plus qu'elle ne reconnaît de coupure qualitative séparant les temps modernes des époques antérieures. Selon Pirenne, en effet, le même contraste (sociétés ouvertes, maritimes et capitalistes versus sociétés fermées, continentales et

féodales) caractérise toutes les époques de l'histoire humaine. Sumer, la Phénicie, la Grèce antique par exemple à la première catégorie, l'Égypte, la Perse à la seconde. Par ailleurs, Pirenne insiste – comme A. G. Frank – sur les relations d'échange que les sociétés ont entretenues entre elles à toutes les époques, aussi éloignées soient-elles (par exemple sur les échanges Sumer – civilisation de l'Indus, Égypte – Crète – Phénicie – Grèce). La thèse de Pirenne – comme celle d'A. G. Frank – se fonde sur une philosophie de l'histoire linéaire : le progrès est quantitatif et continu, sans changements qualitatifs, c'est la « *Cumulation of accumulation* » dans la langue de A. G. Frank.

La thèse du marxisme « conventionnel » distingue par contre trois étapes de la civilisation qualitativement différentes : l'esclavage, la féodalité, le capitalisme. Je ne discute pas ici, sur le terrain de la marxologie, la question de savoir si cette thèse est réellement celle de Marx (et d'Engels) – et dans quelle mesure – ou si elle est seulement celle de la vulgate marxienne ultérieure. Selon cette thèse, en tout cas toutes les sociétés inscrites dans notre tableau II sont féodales : pour l'Europe à partir de la fin de l'Empire romain, pour le Moyen Orient byzantin et islamique dès leur constitution, pour l'Inde à partir de la dynastie Maurya et pour la Chine depuis l'époque Han. Antérieurement, par contre, elles auraient toutes passé par une étape esclavagiste dont l'existence évidente et indiscutée serait témoignée par la Grèce et Rome. A mon avis, par analogie on avance dans cet esprit la thèse d'une étape esclavagiste en Chine (des Shang aux Han), en Inde (les civilisations de l'Indus et celles des Aryens), au Moyen Orient (en Mésopotamie). L'existence de l'esclavage repérée ailleurs et plus tard, en concomitance avec la désagrégation des formes sociales communautaires dans certaines régions d'Afrique constituerait la preuve que le passage par une étape esclavagiste répondrait à une exigence générale.

Je ne partage pas ce point de vue (Cf. *Classe et Nation*) et lui ai opposé une thèse selon laquelle : (i) la forme générale de la société de classes qui succède aux formes communautaires antérieures est celle de la société tributaire ; (ii) la forme féodale n'est pas la règle générale mais seulement la forme périphérique du mode tributaire ; (iii) les modalités de la forme tributaire générale sont diverses (castes, États au sens européen des temps féodaux, *Stände*, communautés paysannes soumises à une bureaucratie d'État, etc.) ; (iv) la forme esclavagiste ne répond à aucune exigence générale, elle est absente dans la plupart des trajectoires historiques (Égypte, Inde, Chine) ; elle ne connaît guère de développement important que lorsqu'elle s'articule à une économie marchande et de ce fait, se retrouve à des âges très différents du développement de forces productives (esclavages gréco-romain et esclavage en Amérique jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle).

Les temps antérieurs à la coupure tributaire marquée dans notre tableau II ne se distinguent-ils pas alors de la suite de l'histoire antécapitaliste ? L'Égypte, en particulier par exemple, offre l'exemple d'une société tributaire – qui ignore pratiquement l'esclavage – dont l'histoire s'amorce 3000 ans avant la cristallisation hellénistique. L'Assyrie, la Babylonie, l'Iran des Achéménides et probablement l'Inde pré-Maurya et la Chine pré-Han ont parfois pratiqué l'esclavage, mais sans que celui-ci n'ait constitué la forme principale de l'exploitation du travail productif. Il reste que selon ma thèse, la société tributaire n'est véritablement cristallisée dans sa forme achevée que lorsqu'elle a eu produit une idéologie-religion universelle fondée sur des valeurs éthiques dépassant les idéologies de la parenté et les religions de terroir, propres au stade communautaire antérieur. Dans cette perspective, Zoroastre, Bouddha et Confucius annoncent la cristallisation tributaire. Jusque là, je préfère parler d'incubation, ou, si l'on veut, de transition des formes communautaires à la forme tributaire. Cette transition est peut-être relativement simple et rapide en Chine, rendue plus complexe en Inde du fait de l'invasion aryenne détruisant les civilisations de l'Indus. Au Moyen Orient, la diversité des peuples et des trajets, mais aussi l'influence réciproque des uns sur les autres, obligent à considérer la région

comme un « système ». Je replace dans ce cadre la maturation tribulaire précoce de l’Egypte, le caractère mercantile marqué de la Grèce esclavagiste, donnant par là même une importance particulière à la synthèse hellénistique, prélude aux révolutions chrétienne et musulmane qui assumeront effectivement l’unification de la région.

La densité des relations d’échange entre les sociétés de ces époques lointaines permet-elle de parler d’un « système » ? J’en doute, du fait que les sociétés civilisées, c’est-à-dire avancées dans la transition à la forme tribulaire, demeurent encore des îlots dans l’océan des modes communautaires. Les trajectoires, même quand elles sont parallèles, ne prouvent pas que les sociétés en question constituent un système, mais établissent seulement la validité des lois générales de l’évolution.

**1991**

### **Références**

Samir Amin, *Le développement inégal*

Samir Amin, *Classe et Nation*

Samir Amin, *L'eurocentrisme*

Samir Amin, *La Nation arabe*

Fawzy Mansour, *L'impasse du monde arabe*

Ahmad Sadek Saad, textes arabes

Arnold Toynbee

Pirenne

André Gunder Frank